

Le texte de pareil accord, à communiquer au Président de la Commission paritaire, doit être transmis à celui-ci pour le 26 juin 1991 au plus tard, et spécifier en tout état de cause les dates de remplacement des jours de vacances, pour chacun des ouvriers concernés.

3° Si, par suite de circonstances imprévisibles, un employeur est contraint après la date limite prévue au 2°, à introduire un accord dérogatoire, cet accord, s'il est transmis avant le 10 juillet 1991, est considéré comme valable pour autant que l'employeur concerné établisse qu'il a été dans l'impossibilité de transmettre l'accord en question dans les délais normaux dont il est question au 2°.

c) Champ d'application

Art. 3. La présente décision s'applique à toutes les entreprises relevant de la compétence de la Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 4 décembre 1990.

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

De tekst van dergelijk aan de Voorzitter van het Paritair Comité mede te delen akkoord, moet hem uiterlijk op 26 juni 1991 toegestuurd worden en moet in elk geval de vervangingsdata voor de vakantiedagen vermelden voor ieder van de betrokken werknemers.

3° Indien, als gevolg van onvoorziene omstandigheden, de werkgever genoodzaakt is na de onder 2° bepaalde vastgestelde datum een afwijkend akkoord in te dienen, mag dit akkoord, indien het overgemaakt is vóór 10 juli 1991, als geldig worden beschouwd voor zover de betrokken werkgever doet blijken dat het hem onmogelijk was het betreffende akkoord over te maken binnen de normale termijn waarvan sprake onder 2°.

c) Toepassingsgebied

Art. 3. Deze beslissing is toepasselijk op al de ondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 4 december 1990.

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 91 — 138 (91 — 102)

2 JANVIER 1991. — Arrêté royal
modifiant l'article 453

du Règlement général pour la protection du travail

Au *Moniteur belge* n° 10 du 15 janvier 1991, p. 766, l'intitulé doit être lu comme ci-dessus.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 91 — 138 (91 — 102)

2 JANUARI 1991. — Koninklijk besluit
tot wijziging van artikel 453

van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 10 van 15 januari 1991, bl. 766 moet de hoofding gelezen worden zoals hierboven.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 91 — 139

21 DECEMBRE 1990. — Arrêté royal
relatif au recrutement dans certains services publics
pour l'année 1991

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics, notamment l'article 1^{er}, modifié par la loi-programme du 30 décembre 1988;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 22 novembre 1990;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable à la Fonction publique administrative du pouvoir central telle que définie à l'article 1^{er} du chapitre I^{er} de l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982.

Art. 2. L'enveloppe de recrutement mentionnée à l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté royal du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics est égale, pour l'ensemble des administrations de chaque ministère, pour chaque autre service d'un ministère, pour chaque établissement scientifique dépendant d'un ministère, ainsi que pour chaque organisme d'intérêt public, au traitement minimum annuel moyen pondéré multiplié par 1,75 % de l'effectif, augmenté du reliquat de l'enveloppe 1990 non imputé dans le plan de recrutement 1990 car ne pouvant couvrir le montant du traitement annuel minimum afférent au recrutement d'un agent.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT

N. 91 — 139

21 DECEMBER 1990. — Koninklijk besluit
betreffende werving in sommige overheidsdiensten
voor het jaar 1991

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de programmawet van 30 december 1988,

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 22 november 1990;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op het administratief openbaar ambt van de centrale overheid zoals bepaald in artikel 1 van hoofdstuk I van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982.

Art. 2. De wervingsenvelop bedoeld in artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten, is, voor het geheel van de besturen van ieder ministerie, voor elke andere dienst van een ministerie, voor elke van een ministerie afhankende wetenschappelijke inrichting alsook voor iedere instelling van openbaar nut gelijk aan de gewogen gemiddelde jaarlijkse minimumwedde vermenigvuldigd met 1,75 % van de personeelssterkte, vermeerderd met het overschot van de envelop 1990 dat niet werd aangerekend in het wervingsplan 1990 omdat het bedrag onvoldoende was om de jaarlijkse minimumwedde van een aan te werven personeelslid te dekken.

Par traitement minimum annuel moyen pondéré, on entend celui obtenu en additionnant les produits des différents traitements minimum annuels auxquels les agents sont recrutés par, respectivement, les effectifs correspondants des agents visés à l'alinéa 3 du présent article, divisés par l'effectif total concerné.

L'effectif à prendre en considération est celui des agents statutaires, aussi bien stagiaires que définitifs, en position d'activité de service au 30 juin 1990 à l'exclusion des agents affectés dans un service visé à l'article 3, a, de l'arrêté royal du 21 décembre 1990 fixant les conditions particulières de recrutement automatique d'agents statutaires en remplacement d'agents cessant définitivement leur fonction dans certains services publics, de ceux titulaires d'un des grades visés par l'article 3, b, du même arrêté, des agents nommés dans les emplois qui sont supprimés au départ de leurs titulaires et de ceux devant être transférés aux Communautés et aux Régions.

Art. 3. Le recrutement de chaque agent statutaire, définitif ou stagiaire, décidé en 1991 sur la base de l'article 2, est imputé sur le montant de l'enveloppe de recrutement à concurrence du traitement annuel minimum afférent à l'emploi dans lequel l'agent est recruté.

Le traitement annuel minimum ne peut jamais être inférieur à la rétribution annuelle de l'agent ayant atteint l'âge de 21 ans visée à l'article 3 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères.

Art. 4. Lorsqu'une demande de recrutement doit être adressée au secrétaire permanent au recrutement, elle n'est recevable que si elle est introduite au plus tard le 31 mars 1991 et si y sont joints les avis favorables requis en vertu de l'article 5. Copie de la demande est également adressée à l'administrateur général du Service d'Administration générale du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique.

Les demandes visées à l'alinéa 1^{er} cessent d'être valables si elles ne sont suivies, avant le 31 décembre 1992, du recrutement et de l'affectation des agents.

Art. 5. Des autorisations de recruter au-delà de l'enveloppe peuvent être accordées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, soumis à l'accord préalable du Ministère de la Fonction publique et du Ministère du Budget, pour :

- garantir l'exécution de missions et de tâches permanentes nouvelles imposées par la loi ou par le Roi;
- assurer l'occupation minimum de certains emplois dont il est prouvé que les fonctions doivent impérativement être accomplies.

Les demandes de dépassement de l'enveloppe 1991 doivent être en possession de l'administrateur général du Service d'Administration générale au plus tard le 30 juin 1991. Les demandes introduites après cette date ne seront pas prises en considération.

Chaque demande doit comporter le projet d'arrêté royal, une justification fonctionnelle détaillée et appuyée de toute preuve utile, une évaluation de la dépense en année pleine, la situation des crédits, l'avis circonstancié de l'inspecteur des Finances, du commissaire du Gouvernement ou du délégué du Ministère des Finances, un tableau détaillé des effectifs au 1^{er} janvier 1991 et la liste des autorisations de recrutement antérieures qui n'ont pas encore été suivies de recrutements effectifs.

Les demandes visées ci-avant cessent d'être valables si elles ne sont pas suivies, avant le 31 décembre 1992, du recrutement et de l'affectation des agents.

Art. 6. L'avis de l'inspecteur des Finances, du délégué du Ministère des Finances ou du commissaire du Gouvernement, imposé par l'article 1^{er}, § 2, alinéa 5, de l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics, doit constater de manière expresse le respect des dispositions du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1991.

Art. 8. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.
Donné à Bruxelles, le 21 décembre 1990.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
R. LANGENDRIES

Onder gewogen gemiddelde jaarlijkse minimumwedge verstaat men deze bekomen door de som van de uitkomsten van de verschillende jaarlijkse wervingsminimumwedges vermenigvuldigd met respectievelijk de overeenstemmende effectieven van de door het derde lid van huidig artikel bedoelde ambtenaren gedeeld door het bedoeld totaal personeelsbestand.

De in aanmerking te nemen personeelssterkte is die van de statutaire, zowel stagedoende als vastbenoemde ambtenaren, die zich op 30 juni 1990 in de stand dienstactiviteit bevonden, met uitzondering van de ambtenaren die verbonden zijn aan een dienst welke vermeld is in artikel 3, a, van het koninklijk besluit van 21 december 1990 tot vastlegging van de bijzondere voorwaarden tot automatische werving van statutaire ambtenaren ter vervanging van ambtenaren die definitief hun ambt beëindigen in sommige overheidsdiensten, van die welke titularis zijn van een der graden bedoeld in artikel 3, b, van hetzelfde besluit, van de ambtenaren die benoemd zijn in betrekkingen die bij de afvloeiing van de titularis ervan worden afgeschafte en van die welke moeten worden overgeheveld naar de Gemeenschappen en Gewesten.

Art. 3. De werving van elke vastbenoemde of stagedoende statutaire ambtenaar waartoe in 1991 besloten wordt op grond van artikel 2 wordt op het bedrag van de wervingsenvelop aangerekend tot een beloop van de minimumjaarwedge die verbonden is aan de betrekking waarin de ambtenaar wordt aangeworven.

De minimumjaarwedge mag nooit lager zijn dan de jaarlijkse bezoldiging van het personeelslid dat 21 jaar oud is, bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van de ministeries.

Art. 4. Wanneer een wervingsaanvraag gericht moet worden aan de Vaste Wervingssecretaris is zij slechts ontvankelijk indien zij ingediend is uiterlijk 31 maart 1991 en indien daarbij gevoegd zijn de ingevolge artikel 5 vereiste gunstige adviezen. Een afschrift van de aanvraag wordt eveneens gericht aan de administrateur-generaal van de Dienst van Algemeen Bestuur van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt.

De in het eerste lid bedoelde aanvragen houden op geldig te zijn indien zij niet gevolgd werden door de werving en de aanstelling van de ambtenaren vóór 31 december 1992.

Art. 5. Machtigingen om aan te werven bovenop de envelop kunnen worden toegekend door in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, dat onderworpen wordt aan het voorafgaand akkoord van de Minister van Openbaar Ambt en van de Minister van Begroting, om :

- de uitvoering te waarborgen van door de wet of door de Koning opgelegde nieuwe bestendige opdrachten en taken;
- de minimum bezetting te verzekeren van betrekkingen waarvan bewezen is dat de functies dwingend dienen uitgevoerd te worden.

De aanvragen tot overschrijding van de envelop 1991 moeten in het bezit zijn van de administrateur-generaal van de Dienst van Algemeen Bestuur, uiterlijk op 30 juni 1991. Na deze datum zullen de aanvragen niet meer in aanmerking genomen worden.

Elke aanvraag moet het volgende omvatten ; het ontwerp van koninklijk besluit, een gedetailleerde en met redenen gestaafde functionele rechtvaardiging, een evaluatie van de kosten voor een gans jaar, de stand van de kredieten, het omstandig advies van de inspecteur van Financiën, van de Regeringscommissaris of van de afgevaardigde van de Minister van Financiën, een gedetailleerd overzicht van het personeelsbestand op 1 januari 1991 en de lijst van de vorige wervingsmachtigingen waarop nog geen effectieve werving gevolgd is.

De geldigheid van de hierboven bedoelde aanvragen houdt op indien er op 31 december 1992 geen werving en aanstelling van ambtenaren uit voortgekomen is.

Art. 6. Het advies van de inspecteur van Financiën, van de afgevaardigde van de Minister van Financiën of van de Regeringscommissaris, voorgeschreven in artikel 1, § 2, vijfde lid, van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten moet er uitdrukkelijk van doen blijken dat de bepalingen van dit besluit in acht zijn genomen.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1991.

Art. 8. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 1990.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Openbaar Ambt,
R. LANGENDRIES